



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

étudiants

Question au Gouvernement n° 1140

Texte de la question

RENTRÉE UNIVERSITAIRE

M. le président. La parole est à Mme Sandrine Doucet, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Sandrine Doucet. Madame la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, près de 2 420 000 étudiants reprennent les cours ces jours-ci. Grâce aux dispositions de la loi sur l'enseignement supérieur et la recherche, votée cet été, et aux moyens déployés sur l'année 2013, les conditions sont enfin réunies pour que cette rentrée soit une réussite.

Cela fait plusieurs années déjà que le constat est dressé : le grand problème de notre enseignement supérieur, c'est qu'il ne diplômé pas assez de jeunes, en raison principalement du taux d'échec en premier cycle, qui reste beaucoup trop important. Le fait que 68 000 étudiants quittent chaque année l'université sans diplôme créé une situation préjudiciable à l'emploi des jeunes.

Le rapport annuel de performance de votre ministère indique qu'entre 2007 et 2011, le taux de réussite de la licence en trois ans est passé de 38,3 % à 33,3 %, soit une baisse de cinq points. Où sont donc les résultats du Plan pour la réussite en licence du précédent Gouvernement, dont on dit qu'il aurait coûté 720 millions d'euros en cinq ans ?

Aux problèmes de réussite en premier cycle s'ajoute celui du « mal-vivre » des étudiants. Vous y répondez notamment par une réforme des bourses, auxquelles vous consacrez des moyens accrus et, en lien avec les régions, par l'augmentation du nombre de logements étudiants. Nous voyons aussi, dès cette rentrée, les premiers signes de ce changement, avec une augmentation de 8 % de l'accueil des bacheliers des filières professionnelles dans les STS et de 2 % des bacheliers technologiques dans les IUT.

Madame la ministre, ma question est simple : comment faire en sorte que l'échec en premier cycle ne reste pas le point noir de notre enseignement supérieur ? Comment mettre l'ensemble de nos établissements en mouvement pour offrir à tous les étudiants, quel que soit leur bac, quelle que soit leur origine, une égale chance de réussite ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Mme Geneviève Fioraso, *ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche*. Madame la députée Sandrine Doucet, vous avez raison de rappeler que la faiblesse de notre système d'enseignement supérieur – par ailleurs de grande qualité – est l'échec en premier cycle. Le Plan réussite en licence, qui a effectivement coûté 730 millions d'euros, intégralement dépensés, a encore fait reculer de cinq points la réussite de la licence en trois ans. Il était donc urgent de refonder le système d'enseignement supérieur après avoir consulté tous ses acteurs, ce que nous avons fait lors des Assises.

La faiblesse du système se double d'une injustice sociale, puisque l'enseignement supérieur ne joue plus son rôle d'ascenseur social. Bien pire, il aggrave les inégalités initiales. Dès 2012, puis avec la loi sur l'enseignement supérieur et la recherche, nous avons fait de la réussite en premier cycle notre priorité, à travers des mesures extrêmement claires et concrètes. Mieux orienter les étudiants, simplifier les formations, les ouvrir aux milieux socio-économiques, doubler l'alternance, innover, améliorer les conditions de la vie étudiante, voilà ce qui a inspiré la loi du 22 juillet. La rénovation du premier cycle est engagée, grâce aux mesures qui ont manqué au plan du Gouvernement précédent – ce n'est pas moi qui le dis, ni mon gouvernement, mais la Cour des comptes.

En matière d'orientation, les premiers résultats sont déjà là, puisque le nombre de bacheliers professionnels admis en STS a augmenté de 8 %, et celle des bacheliers technologiques admis en IUT de 3 %. Plus de 200 emplois, sur les 1 000 créés chaque année à l'université, concernent l'accompagnement des étudiants en premier cycle. La spécialisation progressive, le développement du numérique et de l'alternance vont aussi contribuer à la réussite.

Nous travaillons par ailleurs à l'amélioration des conditions de vie des étudiants, par un effort historique sur les bourses : ce sont 460 millions d'euros qui seront distribués aux étudiants des classes moyennes, obligés de trop travailler, et aux étudiants qui se trouvent dans une situation de grande précarité.

Tel est l'effort historique que nous avons fait, pour améliorer l'enseignement et les conditions de vie des étudiants, et pour construire de nouveaux logements : c'est cela, jouer l'avenir. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Sandrine Doucet](#)

Circonscription : Gironde (1^{re} circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1140

Rubrique : Enseignement supérieur

Ministère interrogé : Enseignement supérieur et recherche

Ministère attributaire : Enseignement supérieur et recherche

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [2 octobre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [2 octobre 2013](#)